

# Comment naît et grandit une Société nationale

par H. Haug

*La Croix-Rouge suisse a fêté le centenaire de sa fondation et, à cette occasion, son secrétaire général a fait un exposé que nous pensons intéressant de reproduire*<sup>1</sup>.

*Présentant les lignes directrices du développement de la Croix-Rouge suisse, cet exposé donne une image à la fois synthétique et précise de la façon dont grandit une Société nationale, selon un processus que l'on constate presque partout. Peu à peu des tâches s'ajoutent à celles du début, d'autres disparaissent, le nombre des membres subit des fluctuations. Mais, la confiance des autorités et du grand public croît toujours davantage, et la Société nationale devient un élément indispensable de la collectivité qu'elle a pour mission de servir. Son action s'élargit du secteur militaire au secteur civil. Enfin, dépassant les frontières de son pays, elle tend la main aux Sociétés sœurs. (Réd.)*

## Les secours sanitaires volontaires

Conformément aux résolutions de 1863 et à la politique de neutralité armée observée par la Suisse, notre Croix-Rouge nationale a, dès ses débuts, considéré que l'une de ses tâches principales était de soutenir le service sanitaire de l'armée. Cette tâche fut tout d'abord assumée par la *Société de secours aux militaires et leurs familles*, fondée le 17 juillet 1866. Outre la préparation de secouristes volontaires qui avait pour tâche de soigner les blessés et les

---

<sup>1</sup> Voir *Revue internationale*, juillet 1966. L'exposé de M. Haug fut présenté lors de la 81<sup>e</sup> Assemblée des délégués de la Croix-Rouge suisse, à Zurich.

malades, la Société se préoccupa aussi de l'assistance aux familles des soldats mobilisés en cas de guerre. Elle déploya son activité sociale principale lors de la guerre franco-allemande de 1870-1871, mais rendit aussi de grands services aux troupes françaises internées en Suisse. La *Société centrale suisse de la Croix-Rouge*, créée le 25 avril 1882 et qui remplaça la Société de Secours, eut elle aussi pour dessein de « développer les soins aux malades en temps de guerre et en temps de paix », tout en considérant de son devoir également de prodiguer « les premiers secours en cas d'accident ».

Au cours des années suivantes, les secours sanitaires volontaires reçurent des appuis efficaces, en l'occurrence de la *Société suisse des troupes sanitaires* qui se créa en 1880, puis de l'*Alliance suisse des Samaritains* dont la fondation remonte à 1888. En vue de coordonner les efforts entrepris en faveur du service sanitaire de l'armée, efforts auxquels participait aussi la *Société d'utilité publique des femmes suisses*, les trois organisations mentionnées adhèrent, vers la fin du siècle, à la Société centrale de la Croix-Rouge, tout en conservant leur autonomie. On créa ensuite un secrétariat commun, le *Secrétariat central suisse de l'aide sanitaire volontaire*. A cette même époque, un officier d'état-major sanitaire fut nommé chef des secours volontaires et chargé d'assurer une étroite collaboration entre le service sanitaire de l'armée et la Société centrale et ses organisations affiliées.

Cette évolution trouva une confirmation officielle dans l'« arrêté fédéral concernant l'aide sanitaire à des fins militaires », du 25 juin 1903, aux termes duquel la Confédération reconnaissait la Société centrale de la Croix-Rouge en qualité de représentant de toutes les sociétés et établissements s'occupant des secours sanitaires volontaires et de la formation de personnel soignant. Dès lors, le Conseil fédéral était autorisé à accorder des subventions annuelles pour la formation de personnel infirmier professionnel, pour la mise sur pied de cours de samaritains et pour la constitution de réserves de matériel destinées aux transports et aux services hospitaliers. Les nouvelles tâches de la Société centrale furent mentionnées dans les statuts du 28 juin 1903, plus précisément encore dans ceux du 12 juillet 1914, selon lesquels la Société centrale de la Croix-Rouge devenait la *Croix-Rouge suisse*. Tout ce sur quoi repose la Croix-

Rouge suisse d'aujourd'hui y était contenu. Ainsi, les sections régionales qui ont qualité de membres actifs de l'organisation générale, les institutions auxiliaires pouvant s'affilier comme telles à la Croix-Rouge, l'organisation centrale (assemblée des délégués, direction, Comité central, Commissions et secrétariat central), la fonction, unique en son genre, de « médecin-chef de la Croix-Rouge », comme se nomma dès lors le « Chef des secours sanitaires ».

C'est durant la première guerre mondiale que cette nouvelle organisation donna, pour la première fois, la preuve de son efficacité. On constata alors que toute l'action était centrée sur l'aide à apporter au service sanitaire de l'armée. Pendant toute la durée de la guerre, en effet, la Société ne déploya aucune activité en tant qu'institution indépendante, mais fut subordonnée, avec toutes ses ressources en personnel et en matériel, à la direction des organes militaires. Le médecin-chef de la Croix-Rouge, nommé par le Conseil fédéral, se substitua aux organes civils de la Société et dirigea selon les instructions du Commandement de l'armée. Cette « militarisation » complète de la Croix-Rouge, qui n'est nullement préconisée par les Conventions de Genève, fut heureusement atténuée par le fait que le médecin-chef exerça ses fonctions avec une grande compétence et de manière très humaine. Dans le « Rapport de la Croix-Rouge suisse concernant son activité pendant la mobilisation de 1914-1919, on peut lire néanmoins qu'une militarisation trop stricte des secours sanitaires volontaires et par là de la Croix-Rouge, même limitée au temps de guerre, ne saurait être profitable au développement de notre travail ».

Les colonnes et détachements de la Croix-Rouge n'exercèrent, pendant la première guerre mondiale, qu'une activité relativement réduite pour le Service sanitaire de l'armée. Lors de la mobilisation, en revanche, la Croix-Rouge joua un rôle important dans le domaine de l'assistance sociale en faveur des militaires et de leurs familles. Puis, pendant l'épidémie de grippe, 750 infirmières de la Croix-Rouge soignèrent des malades et 69 payèrent de leur vie leur dévouement.

Nous reviendrons plus loin sur l'aide apportée à cette époque aux invalides de guerre étrangers.

Dans l'entre-deux guerres, les secours sanitaires volontaires connurent un nouveau développement. Le nombre des colonnes

et des détachements fut augmenté et l'on forma, pour la première fois, des colonnes Croix-Rouge de transports motorisées, desservies par des conductrices Croix-Rouge. De leur côté, les sections accrurent leurs réserves de matériel sanitaire et créèrent des dépôts régionaux.

Les statuts de 1914 étaient toujours en vigueur lorsqu'éclata la deuxième guerre mondiale. La Croix-Rouge suisse dans son ensemble fut donc à nouveau placée sous une direction militaire, c'est-à-dire celle du médecin-chef de la Croix-Rouge. Lorsqu'il apparut que, vu la neutralité du pays, la Société nationale devait entreprendre d'importantes actions de secours, tant à l'intérieur du pays qu'au-delà des frontières, le commandement de l'armée et le médecin-chef eux-mêmes préconisèrent de réviser le règlement du service sanitaire et les statuts de l'institution. La nouvelle réglementation entra en vigueur en 1942 ; dès lors, la Croix-Rouge suisse redevint une organisation civile et la direction de son activité de caractère civil fut assurée par les organes civils de l'association. La Croix-Rouge suisse avait ainsi la voie libre pour intervenir très largement au bénéfice des victimes d'une guerre qui devenait toujours plus totale. Il devenait possible, non seulement d'intensifier les actions de secours civiles, mais aussi d'apporter une aide accrue au service sanitaire de l'armée.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, 13.000 femmes-infirmières, samaritaines, conductrices et éclaireuses, et 1400 hommes astreints au service complémentaire collaborèrent, par intermittence, au service militaire de la Croix-Rouge, prêtant leur concours, notamment, dans les établissements sanitaires militaires. Par ailleurs, le médecin-chef s'occupa d'organiser un service de transfusion de sang pour l'armée. La Croix-Rouge suisse augmenta aussi fortement ses réserves de matériel et fournit du linge et d'autres articles vestimentaires aux soldats mobilisés.

Les deux décennies écoulées depuis la fin de la guerre ont été mises à profit pour développer systématiquement les secours sanitaires volontaires. L'« arrêté fédéral concernant la Croix-Rouge suisse », du 13 juin 1951, en représente une étape importante. Les obligations de la Croix-Rouge suisse à l'égard du service sanitaire de l'armée sont confirmées, et l'on considère les secours sanitaires

volontaires comme l'une des principales tâches de la Société nationale. En 1950, le Conseil fédéral avait pris un arrêté concernant les secours sanitaires volontaires et l'organisation des formations de la Croix-Rouge. On disposait ainsi, pour la première fois, d'un règlement complet concernant le service de la Croix-Rouge. Les statuts de la Croix-Rouge suisse de 1949 et de 1963 précisent, une fois de plus, la fonction du médecin-chef et les responsabilités de celui-ci en période de paix et en cas de service actif de l'armée ; ces responsabilités se limitent aux tâches que doit assumer la Croix-Rouge suisse en vue d'assister le service sanitaire de l'armée.

L'« ordonnance concernant le Service de la Croix-Rouge », du 18 mai 1962, en vigueur aujourd'hui, stipule que la Croix-Rouge suisse met sur pied des formations Croix-Rouge et les tient à la disposition de l'armée pour assurer les soins et le transport de blessés et de malades ou encore pour assurer la marche du service de transfusion de sang. Tandis que les colonnes Croix-Rouge sont formées d'hommes aptes au service complémentaire, les détachements Croix-Rouge groupent des femmes (doctoresses, infirmières, aides-soignantes, samaritaines, éclaireuses, employées de maison). Par le truchement des détachements Croix-Rouge, qui sont séparés du service complémentaire féminin, la Société nationale met à la disposition du service sanitaire de l'armée la totalité du personnel soignant féminin incorporé sur la base du volontariat, puisque notre constitution fédérale ne prévoit aucune obligation de service pour les femmes.

Il est important de relever qu'aux termes de l'ordonnance concernant le Service de la Croix-Rouge, la Société, qui est tenue de mettre à disposition des détachements formés de personnel dûment instruit, est autorisée à donner des directives concernant la formation professionnelle dans les écoles d'infirmières reconnues par elle, et à veiller à ce que ces directives soient observées.

Cette prescription de l'ordonnance concernant le Service de la Croix-Rouge, que l'on trouve pour la première fois dans un arrêté du Conseil fédéral datant de 1946, et qui a été reprise en 1950 dans l'arrêté du Conseil fédéral concernant les secours sanitaires volontaires, nous oblige à parler de la deuxième tâche très importante que poursuit activement la Croix-Rouge suisse depuis un certain nombre d'années.

### Le développement des soins infirmiers

Deux raisons impérieuses ont incité la Croix-Rouge suisse à s'occuper toujours davantage de la formation professionnelle du personnel soignant : l'obligation de mettre du personnel infirmier professionnel dûment formé à la disposition du service sanitaire de l'armée, d'une part, l'absence d'une législation fédérale régissant la formation professionnelle du personnel soignant, de l'autre. Plusieurs postulats déjà ont été présentés concernant l'introduction d'une semblable réglementation législative, mais ils n'ont pas abouti car l'on estime, en général, que le problème des soins aux malades devrait rester de la compétence des cantons. La Croix-Rouge suisse est intervenue pour combler cette lacune, car il était d'un intérêt croissant que soit introduite une réglementation nationale et améliorer la formation du personnel infirmier. De plus, les cantons ne pouvaient prendre eux-mêmes cette tâche en mains. La Société agit donc en sa qualité d'institution neutre sur le plan politique et confessionnel et qui peut accomplir sa tâche en toute objectivité et liberté d'esprit.

La première initiative importante, dans le domaine des soins aux malades, fut la création, en 1899, d'une école d'infirmières rattachée à l'hôpital bernois privé du « Lindenhof » ; premier centre suisse interconfessionnel formant des infirmières « libres ». Ecole et hôpital n'ont cessé dès lors de grandir.

Après l'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral de 1903 concernant les secours sanitaires volontaires et de son ordonnance d'exécution, la Société nationale fut chargée de répartir la subvention fédérale à l'ensemble des associations et des établissements s'occupant de la formation du personnel infirmier. Comme cette subvention n'est accordée qu'aux institutions qui s'engagent à mettre les deux tiers de leur personnel à la disposition des secours sanitaires volontaires et à garantir un enseignement pratique et théorique suffisant à leurs élèves, on se vit obligé d'exercer un contrôle des centres de formation et d'en évaluer les prestations sur la base de critères valables. Il fallut que la Croix-Rouge suisse, dorénavant, reconnaisse les écoles d'infirmières. Cette reconnaissance n'est pas accordée au vu, uniquement, de la participation des écoles aux services sanitaires volontaires et de l'octroi de la subvention fédérale ; elle représente aussi une classification valable dans la vie civile.

En 1923, la Société accepta de patronner l'Ecole évangélique d'infirmières « La Source », créée en 1859 déjà et ouverte également à des infirmières « libres ». Celle-ci se nomma dès lors « Ecole romande de gardes-malades de la Croix-Rouge suisse ».

C'est en 1924 que furent établies les premières directives concernant la formation d'infirmières professionnelles. Au cours des ans, le nombre des écoles reconnues ne cessait de s'accroître : il s'élevait à douze au début de la deuxième guerre mondiale. Mais l'activité déployée dans le domaine des soins aux malades ne prit un nouvel essor important que pendant les années de guerre. En 1944, la Croix-Rouge suisse institua la Commission des soins infirmiers à laquelle était rattaché un secrétariat central des infirmières, nouvellement créé lui aussi. L'Association suisse des infirmières et infirmiers diplômés, née de la fusion des deux anciennes associations professionnelles, s'affilia à la Société nationale en qualité d'institution auxiliaire. Citons enfin la création, en 1950, de l'Ecole supérieure d'infirmières de la Croix-Rouge, qui organise des cours réguliers à Zurich et à Lausanne.

Ce développement se manifesta dans le domaine juridique aussi bien que pratique. Les arrêtés du Conseil fédéral de 1946, 1950 et 1962 concernant les secours sanitaires volontaires autorisent la Croix-Rouge à fixer des directives relatives à la formation professionnelle dans les écoles reconnues par elle, surveiller l'instruction des candidates infirmières et assister aux examens de diplôme. Toutefois, l'activité de la Société nationale, dans le domaine des soins infirmiers, débordait largement le cadre du Service de la Croix-Rouge et ce fait est reconnu pour la première fois juridiquement dans l'arrêté fédéral concernant la Croix-Rouge suisse, de 1951. Ce texte précise qu'à côté des secours sanitaires volontaires (Service de la Croix-Rouge), l'une des principales tâches est « le développement professionnel des infirmières et infirmiers et la surveillance de leur formation dans les écoles reconnues par la Croix-Rouge suisse ».

Aujourd'hui, 35 écoles d'infirmières en soins généraux forment leurs élèves conformément aux directives de la Croix-Rouge et bénéficient ainsi de sa « reconnaissance ». Quelque 11.000 infirmières et infirmiers sortis de ces écoles donnent actuellement des soins aux malades. Sur la base d'un arrêté fédéral du 24 septembre 1962, ces écoles perçoivent une subvention annuelle dont le chiffre



est fixé selon le nombre des diplômes délivrés, et qui n'a rien à voir avec la subvention accordée pour la mise à disposition de personnel pour le Service de la Croix-Rouge.

La Conférence suisse des directeurs des affaires sanitaires apprécie, elle aussi, le travail fourni dans le domaine des soins aux malades. Elle l'a prouvé, dès 1960, en décidant de confier également à la Croix-Rouge la réglementation et la surveillance de la formation donnée dans les écoles d'aides-soignantes pour établissements médicaux-sociaux (personnes âgées et malades chroniques), de laborantines médicales et d'infirmières en hygiène maternelle et en pédiatrie. La Société sera chargée, vraisemblablement, du contrôle de la formation des infirmières et infirmiers en soins psychiatriques et elle a de bonnes raisons d'espérer que les cantons, selon sa proposition, lui accorderont annuellement, dès 1967, une contribution globale et importante pour lui permettre non seulement de poursuivre mais de développer certains secteurs de l'activité qu'elle déploie en faveur des soins aux malades.

### **Service de la transfusion de sang**

Une autre tâche importante, l'organisation du Service de la transfusion de sang, doit également son origine à la collaboration de la Société avec le service sanitaire de l'armée. Durant la deuxième guerre mondiale, alors que la transfusion de sang commençait à jouer un rôle très important pour les services sanitaires des armées belligérantes, la Croix-Rouge suisse participait à la mise sur pied d'un service pour les besoins de l'armée. L'idée mûrit ensuite de créer une organisation nationale de transfusion de sang, au profit de l'armée et de la population civile. Cette nouvelle institution devait, comme par le passé, s'inspirer du principe du don de sang volontaire et gratuit. Selon l'idéal de la Croix-Rouge, il s'agit d'un acte de solidarité accompli par une personne en bonne santé, au bénéfice de son prochain malade et généralement inconnu. Toutefois, le service de la transfusion sanguine de la Croix-Rouge ne devait pas se borner à fournir des conserves de sang frais et à mettre des donneurs à disposition des hôpitaux et du corps médical. Il devait également appliquer toutes les nouvelles conquêtes scientifiques et techniques de l'hématologie, de la préparation des produits



sanguins et de leur conservation. Le fait que les donneurs offrent gratuitement leur sang impliquait l'obligation que la fourniture du sang et des produits dérivés ne soit pas une source de gains.

Depuis ses débuts, qui datent des années 1948-1949, le nouveau service de la transfusion sanguine est devenu une vaste œuvre médico-sociale. Le service de la transfusion de sang comprend l'organisation régionale (qui compte aujourd'hui 55 centres) et le laboratoire central, à Berne. La Croix-Rouge s'est engagée à livrer au service sanitaire de l'armée des produits sanguins pouvant être conservés, soit notamment du plasma desséché et des produits de remplacement du sang, et à assurer le roulement de la réserve de guerre. La préparation des produits nécessaires à l'armée se fait en grande partie dans des établissements souterrains appartenant à la Confédération, mais exploités par la Croix-Rouge qui se procure également le sang nécessaire. Conformément à un arrêté du Conseil fédéral du 13 novembre 1953, le laboratoire central est en outre tenu de procéder à la détermination du groupe sanguin et du facteur rhésus de tous les conscrits suisses.

Une autre particularité de notre service de transfusion de sang est qu'il est étroitement rattaché à l'organisation de la Croix-Rouge. L'arrêté fédéral de 1951 désigne comme troisième tâche importante de notre institution « le service de transfusion de sang pour les besoins militaires et civils ». La Société nationale est responsable de la direction du service de la transfusion de sang. On a renoncé, en effet, à créer une organisation autonome ayant sa propre personnalité juridique. De même, les centres de transfusion régionaux sont liés à la Croix-Rouge suisse puisqu'ils dépendent, en fait, des sections locales qui participent aussi, ainsi que les sections de samaritains, à l'organisation des prises de sang collectives effectuées par des équipes mobiles.

Les liens étroits qui existent entre le service de la transfusion de sang et la Croix-Rouge, et qui doivent notamment garantir le maintien de l'idéal humanitaire au sein d'une organisation qui ne cesse de prendre de l'extension, n'a point entravé le développement de cette autre activité spécifique de notre service de transfusion sanguine qu'est la recherche scientifique. La Croix-Rouge fit preuve de perspicacité et de générosité en encourageant aussi cette activité. Les travaux de recherche menés aujourd'hui par le laboratoire

central, en collaboration avec l'Université de Berne et plusieurs cliniques bernoises, et avec l'aide financière du Fond national suisse pour la recherche scientifique et de l'industrie privée, est particulièrement fructueuse. Il ne fait pas de doute que ce sont ces contacts avec les milieux scientifiques du pays et les travaux que poursuit le laboratoire central dans ce domaine qui contribuent le plus à accroître la renommée dont le service de la transfusion sanguine jouit déjà dans les milieux spécialisés de Suisse et de l'étranger.

### **L'œuvre samaritaine et les interventions de sauvetage**

La Croix-Rouge suisse a de tout temps collaboré avec les sections de samaritains et l'Alliance suisse des samaritains, créée en 1888, dans l'intérêt des secours sanitaires volontaires et en vue de répandre, en temps de paix, l'enseignement des premiers secours et des soins aux malades à domicile. La première Convention signée entre les deux associations date de 1893. Dans les statuts de la Croix-Rouge, de 1914, on trouve pour la première fois le terme d'« institution auxiliaire » introduit à l'intention des associations dont l'activité se rapproche de celle de la Croix-Rouge, et qui s'affilient à cette dernière tout en conservant leur autonomie. C'est le cas pour l'Alliance suisse des samaritains, sur la collaboration de laquelle la Croix-Rouge peut toujours compter. Par ailleurs, cette dernière a soutenu et soutient la vaste activité déployée par l'Alliance qui, à l'instar des autres institutions auxiliaires, est autorisée à faire usage de l'emblème de la Croix-Rouge. A ce propos, relevons que l'existence typiquement suisse des « institutions auxiliaires » a fait ses preuves d'une manière générale et que ce mode d'organisation continue de se développer au fur et à mesure des nécessités de l'heure. Il permet, en effet, à des associations indépendantes de déployer leur action dans des domaines particuliers, en accord avec la Croix-Rouge nationale, et en s'inspirant de principes identiques. A l'heure actuelle, il y a six institutions auxiliaires (Société suisse des troupes sanitaires, Alliance suisse des samaritains, Association suisse des infirmières et infirmiers diplômés, Association des Etablissements suisses pour malades, Société suisse de sauvetage et Garde aérienne suisse de

sauvetage) dont l'existence évite surtout une centralisation malsaine de tâches et d'activités au sein d'une organisation unique de trop vaste envergure.

### **Protection civile**

Des secours sanitaires volontaires, des soins aux malades, du service de la transfusion de sang et de l'œuvre samaritaine, on arrive à une nouvelle tâche, très vaste, de la Croix-Rouge suisse : participer aux mesures prises par les autorités en vue d'assurer protection et aide à la population civile en cas de guerre. Elle est née du danger croissant que la guerre moderne présente pour la population civile et découle aussi de la mission première de la Croix-Rouge : l'assistance aux victimes de la guerre. Ces mesures sont fondées sur le droit international public, depuis que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre est entrée en vigueur.

Avant que cette nouvelle tâche soit mentionnée dans les statuts et exécutée pratiquement, il fallait que la protection de la population civile en temps de guerre soit reconnue en droit fédéral comme une tâche nationale faisant partie de la défense du pays. En 1953, l'assemblée des délégués de la Croix-Rouge suisse vota une résolution aux termes de laquelle elle recommandait expressément une loi fédérale sur la protection civile et déclarait que la Société était prête à collaborer à la dite protection. Au cours des années qui suivirent, la Croix-Rouge participa à la préparation juridique de la protection civile et à l'information du public. En 1959, le peuple et les cantons acceptèrent un article constitutionnel, et une loi fédérale sur la protection civile entra en vigueur en 1963. Elle fut suivie, une année plus tard, de la loi fédérale sur les constructions de protection civile.

En 1963, la Croix-Rouge suisse procéda à une révision totale de ses statuts afin d'y faire figurer la protection et l'aide à la population victime de la guerre, au nombre de ses tâches du temps de paix et en cas de service actif de l'armée. Selon la définition adoptée et approuvée par le Conseil fédéral, elle doit assumer, en temps de paix, « la collaboration à l'information de la population sur les dangers qu'elle peut courir et les moyens de protection ; l'instruction du personnel qu'elle tient à la disposition notamment du service

sanitaire de la protection civile et des hôpitaux civils ; la mise à disposition de matériel ». En cas de service actif de l'armée, elle assure le transport des blessés et des malades, les soins aux blessés et malades, le service de transfusion de sang ; cela à titre de mesures complétant celles du service sanitaire de l'armée, et en collaboration avec la protection civile et les hôpitaux civils. C'est dire que la mission qui lui incombe dans le domaine sanitaire dépasse le domaine de l'armée pour s'étendre à la population civile ; elle sera complète, au sens d'un service sanitaire total exigé par la guerre moderne.

Cette tâche importante ne peut être simplement résolue par la mise à disposition du service sanitaire de l'armée, d'une part, et de la protection civile et des hôpitaux civils, de l'autre, des réserves en personnel et en matériel d'ores et déjà constituées. Elle implique au contraire un accroissement sensible des moyens disponibles, c'est-à-dire davantage de personnel, davantage de matériel, davantage de produits sanguins aussi. Seul un plus grand déploiement de forces permettra de fournir à l'armée et à la protection civile l'aide qu'elles sont en droit d'attendre de la Croix-Rouge. Jusqu'ici, cette dernière n'a fourni encore qu'une faible part des efforts nécessaires pour contribuer à la protection de la population civile en temps de guerre. L'accent sera mis sur la formation du personnel soignant auxiliaire et l'accroissement du service de la transfusion de sang. Quant à l'instruction de nombreux secouristes et samaritains, elle incombe à l'Alliance suisse des samaritains. Ce programme exige dix à vingt ans pour être mené à bien.

### **Croix-Rouge de la Jeunesse, cours, activités sociales, aide en cas de catastrophe**

La Croix-Rouge de la Jeunesse, introduite dans notre pays conformément à une résolution de l'assemblée des délégués de 1949 a rencontré au début quelques difficultés, et cela pour plusieurs raisons : le système scolaire n'est pas uniforme, le corps enseignant est mis à contribution dans d'autres domaines et les groupements et mouvements de jeunesse sont déjà très nombreux. Ces dernières années, toutefois, elle a commencé de prendre pied. Certaines réalisations sont propres à enthousiasmer les jeunes. Ainsi, la « Casa

Henry Dunant » de Verazze, et l'« autocar pour handicapés », de même que la formation de secouristes et de sauveteurs nautiques. Il faut soutenir les efforts de la Croix-Rouge de la Jeunesse qui a pour rôle de gagner les adolescents à la cause de la Croix-Rouge et d'assurer ainsi l'avenir de notre Société. Elle éveille simultanément les forces du cœur dont notre monde, gouverné par la technique, aura de plus en plus besoin.

Quant aux cours de soins au foyer, de soins à la mère et à l'enfant, et aux cours pour auxiliaires-hospitalières Croix-Rouge, leur essor est réjouissant. Ils répondent à une nécessité et, à travers eux, la Croix-Rouge pénètre dans toutes les couches de notre population.

En ce qui concerne les activités sociales, l'aide qu'apportent les assistantes bénévoles Croix-Rouge et les ergothérapeutes professionnelles aux personnes âgées et aux handicapés se révèle extrêmement utile. On doit citer également l'aide à des familles suisses nécessiteuses (don de lits en particulier) ainsi que l'aide en cas de catastrophe qui comprend aussi bien des interventions mineures, à la suite d'incendies, par exemple, que des interventions de vaste envergure comme, par exemple, lors d'avalanches ou d'inondations.

### **L'entraide internationale**

Cette tâche est comme une conséquence de la politique de neutralité et de solidarité du pays.

Les premières actions de secours de la Croix-Rouge suisse à l'étranger eurent lieu lors de la guerre des Boers, puis de celle des Balkans ainsi qu'au moment de la catastrophe de Messine. Mais ce n'est que pendant la première guerre mondiale et les années qui suivirent que notre Société déploya une activité considérable hors des frontières, en faveur des victimes de la guerre. Sur la demande du Conseil fédéral, elle organisa 300 transports par chemin de fer, soit pour assurer, entre Etats belligérants, des échanges de prisonniers de guerre gravement malades et invalides, soit pour faire venir dans notre pays des prisonniers blessés qui devaient y être internés. Plus de 80.000 personnes, originaires de divers pays, bénéficièrent de ces transports. La guerre terminée, elle porta également secours

à la population civile nécessiteuse, notamment aux habitants de Vienne, qui souffraient de la famine.

Vers 1930, la Société nationale, répondant à une demande du Comité international de la Croix-Rouge, organisa des actions d'entraide en faveur des victimes du conflit italo-éthiopien et de la guerre civile d'Espagne. Une colonne d'autocars évacua 2.500 femmes, enfants et vieillards de la ville de Madrid.

Durant la seconde guerre mondiale, son action fut plus considérable encore. En Suisse même, elle prêta son concours aux autorités chargées d'assister les militaires internés et les réfugiés civils et s'occupa des échanges et des rapatriements qui eurent lieu à travers la Suisse. Elle prit aussi une part très active à l'hospitalisation de tuberculeux et à l'hébergement d'adolescents et de soldats invalides de guerre. Le « Secours aux enfants », qui assura le placement, dans des familles suisses, d'enfants victimes de la guerre, prit rapidement une grande extension. Jusqu'à fin juin 1948, plus de 150.000 enfants furent accueillis.

L'action d'entraide hors du pays s'étendit à 21 nations et elle eut pour bénéficiaires des militaires et des civils. Dans de nombreux pays, le « Secours aux enfants » créa des délégations permanentes qui, outre la sélection des enfants qui arrivaient en Suisse, assuraient la distribution de vivres et de vêtements, ainsi qu'une assistance médicale et l'entretien de homes.

Depuis la fin de la guerre, la Croix-Rouge n'a cessé d'apporter son aide à l'étranger. Les actions en faveur des victimes de la guerre sont généralement menées en collaboration avec le CICR. Sont venues s'y ajouter les opérations de secours au bénéfice de réfugiés et de victimes de catastrophes naturelles, opérations dont s'occupe la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge. Et ces activités, c'est grâce à l'appui constant de la population et des autorités que la Société nationale peut les mener à bien.

**Hans HAUG**

Docteur en droit, P.D.  
Secrétaire général de la  
Croix-Rouge suisse